

**M. Deans:** Ce qui me déplaît, par contre, c'est que non content de s'être abstenu de toute mesure à l'endroit de ceux qui gagnent bien plus de \$40,000 par an sans payer d'impôt, il n'a trouvé aucun moyen de leur imposer la surtaxe. Non seulement ceux qui gagnent plus de \$40,000 par an paient normalement leurs impôts, mais ils doivent payer un impôt supplémentaire comme tout le monde. Qui doit payer? Les personnes âgées. C'est normal. Il faut s'y attendre de la part du gouvernement. Les gouvernements ont toujours tendance à chercher l'argent là où c'est le plus facile. A compter de maintenant, les personnes âgées verront leur revenu diminuer d'année en année. Apparemment, c'est ce que désire le gouvernement. Au cours des prochaines années, nos aînés verront leur pouvoir d'achat diminuer considérablement. Ce n'est pas juste, monsieur le Président. Ce n'est pas juste si l'on tient compte du fait que bien d'autres personnes qui gagnent beaucoup plus ne paieront aucun impôt. Qu'a fait encore le gouvernement? Il a décidé de faire cadeau de milliards de dollars à ses amis et partisans des sociétés pétrolières. Il nous a assurés que cela ne nuirait pas aux consommateurs canadiens chaque fois que nous lui avons posé la question.

La ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M<sup>lle</sup> Carney) est allée jusqu'à dire que les mesures découlant de l'Accord de l'Ouest seraient avantageuses pour les consommateurs et qu'elle prévoyait une baisse du prix de l'essence.

Je demande aux conservateurs de l'arrière-ban qui sont ici, et même aux deux ministres, ce qu'il est advenu de cette baisse? D'ici septembre prochain, le gouvernement aura augmenté le prix de l'essence de plus de 17c. le gallon depuis novembre dernier. Comme chacun sait, s'il l'a fait, c'est quoiqu'il en dise, pour donner plus d'argent aux sociétés pétrolières.

Quelqu'un oserait-il prétendre que les problèmes des sociétés pétrolières étaient tels qu'il fallait absolument imposer aux consommateurs canadiens une taxe supplémentaire de 17c. le gallon et augmenter en conséquence le prix de tous les produits qui doivent être transportés au Canada, à cause de cette taxe de 17c. le gallon? Qui oserait prétendre qu'il était souhaitable de nuire encore davantage aux petites entreprises, dont les produits deviendront moins concurrentiels parce qu'elles devront absorber cette taxe supplémentaire de 17c. le gallon? Voilà la nouvelle politique, la nouvelle orientation. Vous vous rendez sûrement compte comme moi, monsieur le Président, qu'il n'y a rien de nouveau là-dedans. Les gouvernements agissent ainsi depuis des temps immémoriaux.

Sans vouloir critiquer exagérément mon collègue du parti libéral, je dois faire remarquer que le gouvernement auquel il a appartenu a fait exactement la même chose, même si les montants étaient peut-être différents. Il n'avait peut-être pas imposé une taxe de 17c. d'un seul coup, mais le gouvernement libéral avait pris exactement le même genre de mesure. Que constatons-nous maintenant? La famille canadienne moyenne sera obligée de verser davantage d'argent à l'État, mais cela n'empêche pas le gouvernement d'affirmer que des emplois seront ainsi créés. Comment, monsieur le Président? Comment pouvons-nous créer des emplois si nous allons chercher dans les poches des consommateurs un plus gros pourcentage de leurs

### *Pouvoir d'emprunt—Loi*

revenus? Pourquoi seraient-ils portés à acheter davantage ou à s'endetter pour acquérir des biens plus chers si leurs revenus diminuent à cause du gouvernement? Et s'ils ne sont pas en mesure d'acheter les choses qu'ils auraient pu se procurer autrement, pourquoi cela inciterait-il les manufacturiers à accroître leur production? Pourquoi les manufacturiers fabriqueraient-ils davantage de produits si les acheteurs sont moins nombreux et si la masse monétaire en circulation a diminué d'un milliard de dollars à cause d'une taxe de vente et d'une taxe de 17c. sur le gallon d'essence? Comment les fabricants pourraient-ils être incités à augmenter leur production si les acheteurs potentiels ont moins d'argent à dépenser? Comment cela peut-il favoriser la création d'emplois? De combien d'ouvriers supplémentaires aura-t-on besoin pour produire moins? Combien de gens une entreprise doit-elle embaucher pour produire moins qu'elle ne produit maintenant? Combien de salariés pouvons-nous nous attendre à voir embaucher les entreprises qui constateront que leurs débouchés ont diminué depuis que le gouvernement a augmenté les impôts dans son budget?

Nul n'est besoin d'être économiste pour comprendre qu'il y a au moins une certaine logique dans cet argument. Permettez-moi d'approfondir la question, monsieur le Président, pour examiner un aspect qui, selon moi, est encore plus fondamental et plus important. Je pense que cet aspect suffit en lui-même à remettre en question la justification du budget. Le raisonnement du gouvernement est le suivant: si on laisse aux entreprises davantage d'argent en leur accordant des avantages fiscaux plus importants, cela permettra de créer des emplois et incitera les entreprises à adopter des techniques modernes, à compter davantage sur l'informatique et à améliorer la productivité. Je vous demande de réfléchir à une chose, monsieur le Président. Si les fabricants peuvent, grâce aux avantages fiscaux, remplacer leurs machines par un équipement plus moderne et beaucoup plus productif que l'ancien, et si les débouchés ont diminué, comment cela peut-il favoriser la création d'emplois? Combien d'ouvriers supplémentaires devrez-vous faire travailler tous les jours de la semaine pour faire fonctionner une machine qui produit beaucoup plus et a une meilleure efficacité si les débouchés ont diminué?

Je peux dire au gouvernement à ce sujet, quelle que soit l'utilité d'accroître notre capacité de production—et je reviendrai sur ce point—qu'on ne peut sûrement pas considérer qu'il s'agit d'une mesure favorisant la création d'emplois.

• (1650)

Donc, sur deux fronts, voici le gouvernement qui qualifie ses mesures de créatrices de nouvelles possibilités d'emploi, alors que si on les examine objectivement, on ne saurait en arriver à aucune autre conclusion que ces mesures présentées par le gouvernement feront qu'il deviendra de moins en moins nécessaire même pour les gens qui travaillent dans les usines et les fabriques du Canada de continuer de travailler. Je vous le dis, monsieur le Président, sur ces deux fronts au moins, les intentions déclarées du gouvernement sont contrecarrées par les mesures qu'il prend.